Walk the Talk

Egalité des Sexes dans l'Union Africaine

2015 Year of Women's Empowerment and Development towards Africa's Agenda 2063

Edition Spéciale: L'Année des Femmes/Numéro 1/Juin/2015/Publication/Addis-Abeba - Ethiopie, ISSN #2309-2483

DANS CE NUMERO:

Message de la Présidente de la CUA

SANTE:
- Travailler dur paye - Le Malawi écrit une page de son histoire avec l'adoption d'une loi sur le mariage des enfants
- Les petits pas mènent à des actions d'envergure– ONU Femmes améliore l'assistance légale pour les droits des femmes au Sénégal

EDUCATION:
- Une perspective d'enseignement de qualité pour tous – le Centre international pour l'éducation des filles et des femmes
- « Si elle l'a fait, alors moi aussi je peux le faire » - La transformation du pouvoir et la contribution des TICs pour l'émancipation des femmes et des filles

LA PAIX ET LA SECURITE:
- Renforcer les voies des femmes au plus haut niveau - L'Envoyée Spéciale de l'UA pour les femmes, la paix et la sécurité
- Intégrer le genre dans l'instauration de la paix au Cameroun

AGRICULTURE:
- Mon droit à la terre - Les femmes mozambicaines défendent leur droit à la terre
- Autonomiser une communauté

L'AUTOMISATION ECONOMIQUE:
- Mise en commun des moyens des femmes pour une émancipation économique à la base au Kenya
- Améliorer la vie des femmes africaines formées en tant qu'ingénieures solaires

Message de la Direction du Genre intérim de la CUA

Message de la Représentante d' ONU Femmes

Message de la Présidente de la Commission de l'Union Africaine

La Présidente de la CUA, S.E. Dr. Nkosazana Dlamini Zuma. ©CUA

2015, l'« Année de l'émancipation des femmes et du développement vers l'agenda 2063 de l'Afrique », est aussi la première année de mise en œuvre du plan d'action sur 10 ans de l'Agenda 2063 adopté durant le Sommet de juin 2015. Cette importante décision nous donne l'opportunité de poser les bases d'initiatives innovantes pour apporter des changements significatifs dans la vie des femmes à travers les thématiques prioritaires suivantes : l'éducation, les TICs, les sciences et les technologies, la paix et la sécurité, l'agriculture, la sécurité alimentaire et l'environnement, l'intégration financière et l'autonomisation économique, la prise de décision et la gouvernance, et la santé et les droits génésiques. Il s'agit d'un long processus, car il nécessite la mobilisation continue de tous les acteurs du développement, y compris les médias.

Vingt ans après l'historique Conférence sur les Femmes de Beijing, de nombreux progrès ont été faits. Si nous continuons à changer à cette même allure, il nous faudra néanmoins sept ou huit décennies de plus avant d'en arriver à la parité totale entre les genres. Cela est bien sûr inacceptable.

Conscients des défis à relever, nous encourageons fermement nos parties prenantes à apprendre des expériences faites et à mettre en avant les bonnes pratiques. Dans cet esprit, le bulletin d'information biannuel de la Commission de l'UA et d'ONU Femmes, « Walk the talk », continue à être une plateforme pour le renforcement des échanges et la synergie des actions. Cette édition témoigne des actions pour le progrès en termes d'égalité des genres menées sans relâche, en Afrique et dans le monde, par les deux institutions.

Les sujets abordés dans cette édition sont, je le crois, des références utiles pour nos actions et pour les bonnes pratiques dans les États Membres, au sein des organes de l'UA, des CERs et des institutions partenaires. Les analyses contenues dans les articles constituent des bases pour l'accélération de la mise en place de l'égalité des genres. Elles servent aussi de lignes directrices pour les actions en faveur de l'émancipation des femmes et pour atteindre les objectifs de l'agenda 2063.

SANTE| Mettre un terme aux violences dirigées contre les femmes et les filles & protéger leur santé et leurs droits sexuels et génésiques: Mettre un terme à l'impunité envers les violences sexuelles et les violences liées au genre dirigées contre les femmes et les filles et investir dans des services et équipements de santé de qualité, accessibles à toutes les femmes et les filles, en particulier aux habitantes de zone rurales.

2015 Year of Women's Empowerment and Development towards Africa's Agenda 2063

Travailler Dur Paye - Le Malawi écrit une page de son histoire avec l'adoption d'une loi sur le mariage des enfants

Hon. Patricia Kaliati, Ministre du Genre , de l'Enfance et des Affaires Sociales du Malawi © UN Women Malawi

Le 12 février 2015 entrera dans les livres d'histoire du Malawi comme le jour où le pays a décidé de prendre en compte des aspects critiques qui affectent la vie de ses habitants, en particulier les femmes et les jeunes filles, en adoptant la loi sur le mariage, le divorce et les relations familiales.

La loi sur le mariage, le divorce et les relations familiales portera, entre autre, sur le problème du mariage des enfants au Malawi, dont l'âge minimum devra dorénavant être de 18 ans. Le mariage des enfants est un problème complexe directement lié à l'inégalité des sexes, la tradition et la pauvreté. La loi est néanmoins une première étape vers la protection des jeunes filles, et le fait d'augmenter l'âge du mariage permet de protéger ces jeunes filles de nombreux facteurs de risque et de nombreuses violations des droits de l'Homme causés par le mariage des enfants.

« C'est un grand pas vers la garantie de l'application des droits de l'Homme pour les femmes et les jeunes filles », a déclaré l'honorable Patricia Kaliati, ministre malawienne du genre, des enfants, des personnes infirmes et de la protection sociale.

La condition des jeunes filles est un problème majeur. Porter attention à l'éducation des jeunes filles, à leur accès au planning familial et à leur droit à refuser le mariage précoce, et travailler à l'éradication des violences sexuelles, sont autant d'étapes clés pour s'assurer le développement socio-économique du Malawi. Cette loi est fondamentale pour soutenir les efforts en cours d'un point de vue global et pour contribuer au développement économique.

De plus, la loi protègera les femmes, jeunes (y compris les enfants)et plus âgées, contre toute forme de violence—affective, physique ou autre- pouvant avoir lieu au cours du mariage, des rapports sexuels ou au sein de la famille. Elle permettra également de tenir pour responsable les parents qui marient leurs enfants avant l'âge de 18 ans de façon à s'assurer qu'ils soient poursuivis en justice.

Depuis l'ouverture de ses quartiers en 2012, ONU Femmes au Malawi a travaillé sans relâche à l'adoption de ce projet de loi. Cela a nécessité la mise en place d'échanges continus avec les parlementaires, la société civile et les organisations non gouvernementales. L'Organisation des Nations Unies au Malawi reconnait que toutes les parties prenantes travaillent main dans la main à l'application de cette loi et celle des changements d'attitudes et de comportement qui en découlent. Cet engagement requiert la collaboration du gouvernement, du parlement, de la société civile et du secteur privé dans le soutien de la dissémination et de la mise en place de la nouvelle loi sur le mariage.

Collaborateur: ONU Femmes Malawi
Pour plus d' information contactez: alice.shackelford@unwomen.org

SANTE| Mettre un terme aux violences dirigées contre les femmes et les filles & protéger leur santé et leurs droits sexuels et génésiques: Mettre un terme à l'impunité envers les violences sexuelles et les violences liées au genre dirigées contre les femmes et les filles et investir dans des services et équipements de santé de qualité, accessibles à toutes les femmes et les filles, en particulier aux habitantes de zone rurales.

2015 Year of Women's Empowerment and Development towards Africa's Agenda 2063

Les petits pas mènent à des actions d'envergure– ONU Femmes améliore l'assistance légale pour les droits des femmes au Sénégal

Au Sénégal, les agents locaux ont du mal à porter assistance aux victimes des violences liées au genre à cause du manque d'information concernant les ressources juridiques. Conscients du problème, ONU Femmes et ses partenaires prennent des mesures pour surmonter ces difficultés.

© ONU Femmes/Hamet Diop

En août 2014, le projet d'ONU Femmes 'Équité de genre dans la gouvernance locale' (GELD), en partenariat avec l'association des avocats sénégalais (AJS), a organisé une formation sur le terrain pour les assistants juridiques et les acteurs locaux du département de Linguère. Initiée par le projet GELD, qui a pour objectif global de promouvoir les mécanismes communautaires qui luttent contre la violence envers les femmes et les jeunes filles, cette formation était la dernière d'une série de sessions de renforcement des capacités à l'adresse des acteurs issus de multiples départements.

La formation, qui portait en particulier sur les procédures légales, les dispositions administratives civiles ainsi que les réponses aux violences liées au genre, a répondu à un besoin d'information, de sensibilisation et de renforcement des capacités pour les acteurs des droits de l'Homme. Soutenir nos collègues féminins dans les affaires légales est rendu difficile par le fait que beaucoup de femmes abandonnent les études de droit. Alors qu'il ouvrait la séance au côté du président du tribunal départemental et du maire local, le député Warden du département de Linguèrea souligné la pertinence de cette activité dans une région où, en plus d'autres obstacles, il existe un réel problème au niveau des enregistrements de certificats de naissance. « Beaucoup d'étudiantes sont dans l'incapacité de venir à bout de leurs examens universitaires à cause de l'absence de simples certificats de naissance », a-t-il poursuivi, « par conséquent, de nombreuses excellentes étudiantes se tournent vers des mariages précaires». Au cours des deux jours de formation, les participants ont été sensibilisés à plusieurs thématiques dont les droits de l'Homme, les violences liées au genre et le statut civil. Les participants, qui ont pu assister à des présentations données par des spécialistes des droits de l'Homme appartenant à ONU Femmes et à l'AJS, ont ainsi pu obtenir des éléments de réponse aux questions qu'ils se posaient par rapport aux difficultés rencontrées quotidiennement dans leur travail. Une simulation d'audience organisée à la fin de la session a permis aux assistants juridiques de diriger leur propre procédure ou d'accompagner personnellement une victime, faisant ainsi l'expérience de la réalité des professions juridiques.

Les participants ont profité de cette opportunité pour argumenter en faveur de l'établissement d'un centre d'assistance légale à Linguère de façon à pouvoir mieux appréhender les majeurs défis, tels que sont la transmission de l'information ainsi que le traitement des situations liées aux droits de l'Homme, et en particulier aux droits des femmes. Ainsi qu'ils l'ont expliqué, l'établissement d'un tel centre serait non seulement un outil utile pour la prévention des violences liées au genre et pour la protection des droits de l'Homme, mais aussi une structure qui servirait à promouvoir le statut des femmes dans la localité de Linguère. Dans l'ensemble, cette intervention a été une contribution majeure pour la mise en œuvre de politiques et de procédures optimales dans un effort de réponse multisectorielle aux violences liées au genre, permettant aux assistants juridiques de contribuer pleinement à l'assistance et au soutien des victimes. En effet, les petits pas peuvent mener à des actions d'envergure.

Collaborateur: ONU Femmes Senegal
Pour plus d' information contactez: axel.deville@unwomen.org

EDUCATION| Éducation de qualité pour toutes les filles et refus du mariage des enfants: Mettre un terme au mariage des filles en Afrique, investir dans l'éducation des filles, en particulier dans le domaine des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques, et accroitre les installations sanitaires pour les filles et le taux de maintien des filles dans les zones rurales et urbaines.

Une Perspective d'Enseignement de Qualité pour Tous – le Centre International pour l'Education des Filles et des Femmes

À Ouagadougou, au Burkina Faso, le Centre international pour l'éducation des filles et des femmes (CIEFFA)est proactif dans le domaine de l'éducation des filles et des femmes en Afrique. Créé en 2004 par le département Développement Humain, Science et Technologiede la Commission de l'Union Africaine (HRST), le Centre est une institution spécialisée dans l'éducation des filles et des femmes qui se donne pour mission d'accroitre leur émancipation économique, sociale et culturelle. Le CIEFFA, qui travaille en étroite collaboration avec les états membres de l'OUA, les gouvernements, les agences de l'ONU, les organisations de la société civile et les parties prenantes du CIEFFA, a pour but d'être un pôle pour l'enseignement de qualité, travaillant notamment sur le développement d'interventions spécialisées telles que l'« Intervention d'urgence en faveur de l'enseignement ». L'Intervention d'urgence porte spécifiquement sur l'enseignement en contexte de conflit, de crise et de catastrophe. L'un des principaux objectifs du Centre international pour l'éducation des filles et des femmes est la sensibilisation, à l'échelle communautaire où le CIEFFA est impliqué dans des activités de diffusion, aux problématiques qui entravent l'éducation des filles telles que les grossesses précoces. En partenariat avec le ministère de l'enseignement secondaire et supérieur burkinabé, des actions conjointes ont été menées dans des écoles rurales de façon à sensibiliser les communautés, les parents et les élèves, au phénomène et à ses conséquences néfastes en termes de résultats scolaires. Ces missions ont aussi eu pour but de chercher des solutions en soulignant les rôles et responsabilités des parties intéressées, à savoir les familles, les écoles et les administrations locales.

Le CIEFFA offre également un soutien aux états membres au niveau national ; en renforçant par exemple les Systèmes d'information sur la gestion de l'enseignement (EMIS). Les EMIS jouent un rôle capital dans la production de données ventilées fiables et pertinentes à tous les niveaux de l'enseignement, en particulier en ce qui concerne les enfants vulnérables.

Le Centre international pour l'éducation des filles et des femmes va continuer son importante mission au cours de 2015-2016 et ce avec des priorités stratégiques telles que la promotion des droits juridiques des filles et des femmes dans les écoles et les universités, en plus de celle des programmes sensibles au genre du maintien des filles à l'école à travers le continent africain.

Collaborateur: Commission de l'Union Africaine
Pour plus d' information contactez: AdmoumtarN@africa-union.org

« Si elle l'a fait, alors moi aussi je peux le faire » - La transformation du pouvoir et la contribution des TICs pour l'émancipation des femmes et des filles

©UNESCO/ Sa Ejoubeaud

Depuis lel ancement de «Femmes dans l'histoire de l'Afrique : un outil d'apprentissage en ligne» en novembre 2013, Amanuella Alemayehu Mengiste, étudiante dans secondaire à Addis Ababa en Éthiopie, utilise et partage des contenus multimédias qui soulignent la contribution des femmes africaines au développement. «Entendre que de plus en plus de femmes font des choses par elles-mêmes, poursuivent leurs rêves et font ce qu'elles ont envie - je trouve que ça suscite l'inspiration», dit-elle. «À chaque fois que quelqu'un dit 'Oh non tu ne peux pas faire ça', tu peux faire référence à cette femme et répondre 'Eh bien elle l'a fait, alors pourquoi ne pourrais-je pas ?».

Les histoires inspirantes de femmes "qui y sont arrivées" telles que Wangari Maathai, Funmilayo Ransome Kuti, Gisele Rabesahala, Nzinga Mbandi, Taytu Betul et bien d'autres, sont dorénavant partagées de part et d'autre du Sahara, sur les plateaux de la vallée du grand Rift, et sur la côte de l'Océan Indien, grâce à «Les femmes dans l'histoire de l'Afrique : un outil d'apprentissage en ligne». Grâce au pouvoir transformateur des Technologies de l'Information et de la Communication (TICs), les histoires de femmes africaines qui sont lues, chantées et partagées, encouragent les filles et les jeunes femmes à poursuivre leurs rêves et leur éducation.

EDUCATION| Éducation de qualité pour toutes les filles et refus du mariage des enfants: Mettre un terme au mariage des filles en Afrique, investir dans l'éducation des filles, en particulier dans le domaine des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques, et accroitre les installations sanitaires pour les filles et le taux de maintien des filles dans les zones rurales et urbaines.

« Femmes dans l'histoire de l'Afrique : un outil d'apprentissage en ligne», qui est actuellement disponible en anglais et en français, s'occupe précisément de cela via une plateforme internet comprenant des contenus multimédias dont des bandes dessinées, des unités pédagogiques interactives, des modules audio et des quiz, ayant pour but de mettre en lumière le rôle des femmes dans l'histoire de l'Afrique. Financé par le gouvernement de la république de Bulgarie, le projet développe des outils de TIC pour l'acquisition et le partage des connaissances. De plus, il sert à encourager le développement des capacités des jeunes femmes dans le domaine des TICs en promouvant leur utilisation. L'outil s'appuie sur le patrimoine immatériel pour promouvoir le lien entre technologie, culture, éducation et développement durable. Par ailleurs, le projet cherche à souligner le rôle que les TICs peuvent jouer dans l'avancement des égalités entre les genres et dans l'émancipation des femmes, ainsi qu'à élargir et disséminer les connaissances sur le rôle des femmes dans l'histoire de l'Afrique, de façon à faire face aux préjudices et aux stéréotypes liés au genre. Sheila, une étudiante de 15 ans qui habite à Dar es Salaam, en Tanzanie, se dépêche d'aller à l'école tôt le matin pour en savoir plus dur Wangari Maathai, la célèbre Kenyane militante pour la protection de l'environnement. Le cours montre à Sheila et à ses amies à quel point les femmes occupent un rôle central dans les sociétés africaines et contribuent à leur développement. Firdous, Adelaide et Manal sont trois amies proches, étudiantes dans des écoles primaires multiconfessionnelles de Mombassa, au Kenya. Dans leur salle informatique, elles vont découvrir Funmilayo Ransome-Kuti, la femme nigériane à la tête de l'Union des femmes Abeokuta, l'une des plus importantes organisations du 20ème siècle menées par une femme, qui se bat pour l'avancée des droits des femmes.

À Addis Abeba, en Éthiopie, Haregewoin n'arrive pas à trouver l'inspiration pour sa poésie. Sa professeure d'informatique va lui présenter Njinga Mbandi, une célèbre reine africaine du 17ème siècle, et partager avec elle plusieurs matériels artistiques et didactiques, parmi lesquels un poème dédié à la mémoire de NjingaMbandi intitulé « Ma reine. « Femmes dans l'histoire de l'Afrique : un outil d'apprentissage en ligne» est le résultat d'une collaboration fructueuse entre des intellectuels, des artistes, des technologues et des pédagogues, qui ont proposé que l'UNESCO se dote d'une plateforme pour l'innovation, la coopération internationale et les échanges. Des artistes africains et issus de la diaspora africaine, le plus souvent âgés de moins de 35 ans, ont participé au développement du contenu multimédia de cet outil, c'est-à-dire à la conception du contenu média et local ainsi qu'à celle des bandes dessinées. Les artistes comptent des illustrateurs de la République Démocratique du Congo, de France, du Kenya, de Madagascar et du Nigéria. Des artistes dans le domaine du hip-hop et du slam venant des États-Unis, du Sénégal et d'Afrique de l'est ont également participé au développement du matériel pédagogique qui peut être utilisé sur ordinateur, téléphone portable ou tablette, et peut être téléchargé gratuitement en tant que ressource éducative libre. Plus important encore, cet outil d'apprentissage en ligne représente une étape cruciale en termes d'expansion et de dissémination des connaissances concernant le rôle des femmes dans l'histoire de l'Afrique. Le projet cherche à contribuer à l'émancipation des femmes via les TICs et à l'accès à l'information et aux connaissances, de façon à promouvoir la juste compréhension de leur contribution dans le développement économique, social, culturel et politique du continent. De nouveaux modules présentant des personnalités féminines africaines et issues de la diaspora africaine vont être développés. En 2015, l'outil sera disponible en arabe et dans plusieurs langues africaines, telles que le swahili et le dioula, de façon à viser un plus large public et, par conséquent, élargir le nombre de filles qu'il pourra inspirer. Dans l'optique de « l'année de l'émancipation des femmes» de l'Union Africaine, la plateforme est actuellement lancée à travers l'Afrique et la diaspora africaine. L'adoption de l'outil, qui met en lumière le rôle majeur des technologies dans la transformation de l'éducation en Afrique et l'importance d'un contenu local et sensible aux questions liées au genre, a été accueillie avec grand enthousiasme par les enseignants et les élèves dans les écoles africaines. Le programme s'inscrit dans le cadre de la thématique novatrice de l'UNESCO « l'utilisation pédagogique de l'histoire générale de l'Afrique », mise en place en accord avec le plan d'action sur le genre et l'égalité de l'UNESCO pour contrer les préjudices et les stéréotypes.

L'UNESCO a reçu le 1er prix de la première édition du Prix GEM-TECH (GenderEquality and Mainstreaming-Technology) pour le développement de l'outil en ligne. Cet outil est la preuve que, vingt après Beijing et l'adoption de son Programme d'action, qui met l'accent sur l'importance des TICs pour l'autonomisation des femmes et l'obtention de l'égalité des genres, les relations entre gammes d'application des TICs, contenu, capacités de production et talents d'une part, et émancipation des femmes d'autre part, sont clairement en train de progresser.

La plateforme peut être consultée en cliquant sur http://en.unesco.org/womeninafrica/
Collaborateur: UNESCSO
Pour plus d' information contactez: s.rubel@unesco.org

PAIX et SECURITE| Les femmes inclues aux discussions sur la paix pour faire taire les armes en 2020: Reconnaître et amplifier le rôle des femmes dans les mécanismes d'alerte précoce pour éviter les violences, promouvoir l'égalité des genres dans les discussions pour la paix, et investir dans des centres d'excellence pour créer un corps important d'acteurs pour la paix.

Renforcer les voies des femmes au plus haut niveau - L'Envoyée Spéciale de l'UA pour les femmes, la paix et la sécurité

Mme Diop parlant d'une session ouverte du Conseil de Paix et de Sécurité©Ecoma Alaga

De nos jours, si vous souhaitez aborder le sujet des femmes, de la paix et de la sécurité, cela vous mènera aux portes du bureau de l'Envoyée Spéciale pour les femmes, la paix et la sécurité. Établi en janvier 2014, le bureau a été mis en place suite la nomination par l'UA de Mme Bineta Diop en tant que défenseur des questions liées aux femmes, à la paix et la sécurité au plus haut niveau. L'Envoyée Spéciale a pour objectif de travailler au niveau politique le plus élevé pour s'assurer que nous « allions tous au-delà de la perception des femmes uniquement en tant que victimes, et des hommes uniquement en tant qu'agresseurs. A la place, nous devons considérer les femmes comme des agents actifs de la lutte pour la prévention des conflits liés aux violences sexuelles. »

Dans son rôle, l'Envoyée Spéciale optimise les efforts de l'UA en termes de problèmes liés à l'émancipation, la participation et la protection des femmes dans des situations de conflit ou d'après conflit. Sa nomination a été rendue possible grâce aux efforts et au soutien du président de la Commission de l'Union Africaine « pour s'assurer que les voies des femmes soient entendues beaucoup plus clairement lorsqu'il s'agit de la résolution des conflits et de l'instauration de la paix ».

De façon à entendre les sujets de préoccupation des femmes de première main, l'Envoyée Spéciale, a mené, depuis sa nomination, plusieurs missions de solidarité, notamment en République Centre Africaine, en Somalie et au Nigéria. Le soutien permanent aux causes des femmes et la recherche de solutions aux problèmes qui touchent les femmes et les enfants sont des éléments importants de son travail, dont l'objectif et de promouvoir les structures et les processus qui renforcent la participation des femmes dans les procédés de prise de décision. En conséquence, l'Envoyée Spéciale travaille en étroite collaboration avec le Programme de Genre, Paix et Sécurité dans le cadre du Département de Paix et Sécurité, qui a développé une stratégie pour l'intégration du genre dans l'Architecture Africaine de Paix et de Sécurité (APSA). Le programme de Genre, Paix et Sécurité a développé un plan d'action ainsi que des activités spécifiques pour assurer l'intégration du genre dans le travail du Département et de ses divisions. Madame Diop porte également toute son attention aux moyens de réduire le fossé entre les différents instruments politiques sur les femmes, la paix et la sécurité, et leur mise en œuvre. C'est dans cet esprit que l'Envoyée Spéciale a organisé une réunion consultative de groupes de femmes et d'experts, suivie d'une session ouverte du Conseil de Paix et de Sécurité. Durant ces réunions, les états membres et les experts ont réfléchi à la situation des femmes et au déficit de mise en œuvre dans plusieurs pays touchés par des conflits.

Cela a mené à un nouvel effort de l'Envoyée Spéciale, mandatée par le Conseil de Paix et de Sécurité, pour développer un Cadre de Résultats qui va accélérer, de façon synergique, la mise en place d'engagements continentaux sur les problèmes relatifs aux femmes, à la paix et à la sécurité. L'envoyée Spéciale souhaite soumettre le cadre au Conseil de Paix et de Sécurité en octobre 2015, en commémoration du 15ème anniversaire de la résolution 1325 du CSNU dans le contexte « L'année 2015 de l'UA sur l'émancipation des femmes et le développement en vue du programme 2063 ».

Collaborateur: L'Envoyée Spéciale de l'UA sur les femmes, la paix et la sécurité
Pour plus d' information contactez: ButeraJ@africa-union.org

PAIX et SECURITE| Les femmes inclues aux discussions sur la paix pour faire taire les armes en 2020: Reconnaître et amplifier le rôle des femmes dans les mécanismes d'alerte précoce pour éviter les violences, promouvoir l'égalité des genres dans les discussions pour la paix, et investir dans des centres d'excellence pour créer un corps important d'acteurs pour la paix.

Intégrer le genre dans l'instauration de la paix au Cameroun

Trois Espaces de Cohésion entre Femmes ont officiellement été inaugurés dans les sites de réfugiés de Gado, Lolo et Mbile, à l'est du Cameroun, dans le but d'offrir une aide psychologique, économique et matérielle immédiate aux dizaines de milliers de réfugiées qui ont fui le conflit qui a lieu en République Centre Africaine (RCA) depuis mars 2013, et qui sont des rescapées de violences liées au genre (GBV). D'après Mme Rachelle Djangone Mian, représentante et directrice de pays de l'agence d'ONU Femmes au Cameroun, l'inauguration officielle a été rendue possible grâce aux financements de l'ONUHCR et du CERF en soutien aux activités d'ONU Femmes sur les sites, qui incluent également Timangolo. Toutes les communautés d'accueil partagent une frontière commune avec la RCA, qui est touchée par le conflit.

Les femmes réfugiées ont tenu une activité de sensibilisation ©ONU Femmes/Ivo Tapang

« Les violences liées au genre (GBV) ont considérablement diminué parmi les réfugiés, mais il y a un besoin de cohésion sociale et de réhabilitation au sein des sites et des communautés d'accueil. En créant ces espaces, nous cherchons à autonomiser les capacités économique des femmes et à promouvoir l'égalité entre les genres », a dit Mme Mian. Chaque espace peut accueillir jusqu'à 3000 réfugiées et possède des unités spécialisées créées pour guider, conseiller, former et procurer une assistance psychologique. Mme Esther YaffoNdoe, maire de Garoua-Boulai -un village qui accueille la communauté de Gado, dont la population réfugiée a noyé sa propre population-, s'est exprimée dans la même ligne de pensée. « L'ONUHCR et ONU Femmes sont des partenaires importants du développement pour la cohésion sociale et la réhabilitation dans les communautés ». Plus de 40 000 réfugiés vivent sur au sein des quatre sites et la majorité d'entre eux sont des femmes et des filles qui ont subi des toutes sortes de violences et de discriminations alors qu'elles fuyaient le conflit dans l'était déchu. Les femmes réfugiées prennent la parole. La présidente des Réfugiées sur le site de Gado, Mme Fadimatou Ardo Djibo, a dit qu'elle avait été témoine de scènes durant lesquelles des guerriers avaient tué et violé collectivement des femmes et des filles qui refusaient de joindre ou de soutenir leurs factions. « Ils ont violé des mères qui avaient plus de huit enfants, c'est terrible », s'est-elle exclamée. « Nous sommes fières d'avoir réussi à fuir au Cameroun avec nos familles en évitant les dangers », ajoute-t-elle. « Nous avons besoin de soutien psychologique et d'autonomie financière pour soutenir nos familles ici. ». Le projet d'établissement d'Espaces de Cohésion entre Femmes a commencé en juillet 2014. Depuis qu'ONU Femmes est arrivé sur les sites, l'Entité pour l'égalité des genres et l'émancipation des femmes a remarqué qu'il existait une cohésion sociale et une réhabilitation des femmes réfugiées de plus en plus importante. Une réfugiée, Sidonie Boura Doko, suggère que les femmes soient intégrées aux schémas de gestion des crises et de prévention des conflits. Elle ajoute que les réfugiées de RCA au Cameroun sont susceptibles de jouer un rôle crucial dans l'instauration de la paix si elles finissent par être rapatriées à l'avenir. « De retour à la maison, nous sommes celles qui soutiennent la famille. Nous devons être considérées comme d'importants acteurs dans la résolution du conflit si la RCA veut une paix durable ». Intégrer les questions de genre dans les actions humanitaires est un aspect capital. D'après la représentante du Cameroun de l'ONUHCR, Mme Ndéye Ndour, l'agence pour les réfugiés a maintenant une meilleure compréhension des lacunes liées aux questions de genre au sein des réponses humanitaires et de la façon dont il est possible de tenir leurs engagements et responsabilités en termes de planification pour l'équité entre les genres. Elle a souligné que le travail avec ONU Femmes est une avancée supplémentaire pour la promotion de l'égalité des genres et l'émancipation des femmes. Lors d'une formation à propos de l'intégration des questions de genre aux actions humanitaires, Mme Andela, experte du genre à l'agence régionale d'ONU Femmes en Afrique centrale et en Afrique de l'ouest, a expliqué aux participants l'importance du travail des ONGs dans l'est du Cameroun et comment l'expérience sur le terrain peut transformer les communautés. « ONU Femmes soutient les partenaires et accompagne les gouvernements dans l'intégration des questions de genre dans des domaines stratégiques. Le Cameroun est un exemple remarquable au sein des pays en voie de développement ».

Collaborateur: ONU Femmes Cameroun
Pour plus d' information contactez: mian.rachelle@unwomen.org

AGRICULTURE| Placer la houe dans un musée: Réduire la charge physique du travail des fermières grâce aux innovations technologiques, augmenter les rendements de volaille-bétail-pêche et augmenter les réponses aux changements climatiques, tout en réduisant le nombre d'affamés et de sous-alimentés en Afrique et dans le monde.

Mon droit à la terre - Les femmes mozambicaines défendent leur droit à la terre

Aujourd'hui, grâce à un programme du FAO, les femmes au Mozambique obtiennent de plus en plus de terres et les cours traditionnelles reconnaissent les droits des femmes et des enfants dans leurs procédures et leurs jugements. Avec près de trois quart de foyers pauvres, 70% de la population localisée dans des zones rurales et 80% de la population qui travaille dans le secteur agricole, l'agriculture demeure la principale source d'apport alimentaire pour les foyers mozambicains et la vaste majorité des femmes économiquement actives (86%) travaillent dans le secteur agricole. Malgré l'importance des tâches des femmes dans l'agriculture, les problématiques liées au genre au Mozambique sont complexes, et les femmes des zones rurales doivent faire face à la discrimination et à la vulnérabilité. Les femmes sont les principales productrices de nourriture et sont responsables de la gestion de leur foyer, mais nombre d'entre elles manquent de biens tels que la terre et de réel pouvoir de décision au sein de leur famille.

Les hommes font traditionnellement autorité en matière d'allocation de droits à la terre et de décisions liées à la propriété foncière. Par conséquent, que les habitantes du Mozambique résident dans des communautés patrilinéaires ou matrilinéaires, leurs accès à la terre dépend le plus souvent, d'une façon ou d'une autre, à leurs relations aux hommes de la communauté - leurs pères, maris, oncles. La majorité des femmes vivant en zone rurale qui obtiennent des droits à la terre y parviennent via les «pratiques et normes traditionnelles». Ces pratiques et normes ne reconnaissent cependant pas de droits aux femmes veuves et/ou divorcées (qui sont, par conséquent, exclues du foyer). Ce point est particulièrement important dans le contexte du HIV-SIDA, alors que de nombreux hommes meurent jeunes, laissant derrière eux des veuves sujettes à la dépossession de leurs terres.

Bien que des lois progressives reconnaissant et défendant les droits des femmes à la terre et aux ressources naturelles existent dans le pays, le système traditionnel et les pratiques qui en découlent perpètrent la discrimination contre les femmes et ont empêché ces lois d'être appliquées avec succès. C'est en réponse à cette situation complexe que le projet Genre et Terre du FAO a été développé. Le programme a été mis en place dans le but d'intégrer l'égalité des genres et les droits des femmes dans les formations en assistance juridique des citoyens ainsi que dans les séminaires suivis par les nouveaux juges du Mozambique. De 2010 à 2013, FAO a travaillé avec le Centre Juridique et de Formation Juridique (CFJJ) du ministère de la justice au Mozambique pour mettre en place un programme éducatif au niveau des communautés et un soutien pour aider les femmes des zones rurales à sécuriser et exercer leurs droits à la terre et aux ressources, ainsi que pour aborder la question des problèmes liés aux HIV-SIDA et à la sécurité foncière.

En plus des discriminations liées à la propriété foncière, les terres deviennent rares, car les investissements du secteur privé, l'augmentation de la population et le changement climatique réduisent la disponibilité réelle des terres. Dans ce contexte, de nombreuses familles prennent de nouvelles mesures pour conserver leurs terres ou en obtenir autant que possible. De nombreuses jeunes veuves se retrouvent ainsi dépossédées de leurs terres et leurs enfants déshérités. À un moment où la famille étendue devrait traditionnellement entourer et soutenir les jeunes veuves, il y a des preuves considérables que, dans de nombreux cas, c'est le contraire qui a lieu. Souhaitant poursuivre leurs propres intérêts économiques, certains membres de la famille vont se saisir des propriétés et des biens dont une veuve et ses enfants devraient hériter. Des ressources importantes telles que la terre, le logement, de l'argent, des meubles, du bétail, des outils agricoles et des vêtements, sont pris au nom de la culture et de la tradition, laissant la veuve et ses enfants dans une situation de besoin encore plus importante.

AGRICULTURE| Placer la houe dans un musée: Réduire la charge physique du travail des fermières grâce aux innovations technologiques, augmenter les rendements de volaille-bétail-pêche et augmenter les réponses aux changements climatiques, tout en réduisant le nombre d'affamés et de sous-alimentés en Afrique et dans le monde.

2015 Year of Women's Empowerment and Development towards Africa's Agenda 2063

Avec la formation juridique, le programme FAO/CFJJ a travaillé au changement des aspects négatifs des lois traditionnelles. Cela a été accompli via une campagne de sensibilisation aux avantages de l'égalité des genres dans la société entière, ainsi qu'un enseignement légal à propos des droits des femmes à la terre pour permettre aux femmes d'exercer et de défendre leurs droits. Au cours du projet long de trois ans, 19 formations juridiques ont été menées dans sept des dix provinces du Mozambique, rassemblant 490 participants appartenant à des ONG ainsi qu'au secteur publique. Au total, 545 réunions communautaires différentes ont été menées entre 2012 et 2014.

Femme partage des connaissances sur les droits des femmes© FAO Mozambique

Le travail a nécessairement pris du temps dans la mesure où la promotion de l'égalité des genres et des droits des femmes au Mozambique nécessite une adaptation aux pratiques et normes culturelles, ce qui ne peut être fait un jour. Au fil du temps, néanmoins, le message est passé et le projet a commencé à voir des résultats. Le niveau d'information des hommes et des femmes à propos des droits des femmes en rapport à la propriété foncière est plus important à travers le pays. Il y a une sensibilisation significative aux problèmes de la dépossession des terres et les pratiques discriminatoires ont diminué. Il a été rapporté que les cours traditionnelles reconnaissent les droits des veuves et des enfants dans leurs procédures et leurs jugements, et que des femmes ont commencé à être nommées en tant que juges traditionnels pour la première fois. Le processus est en cours, et les assistants juridiques poursuivent leur travail d'aide aux femmes en zone rurale pour l'obtention de titres de propriété foncière.

Le succès d'un groupe d'assistants juridiques dans la province de Sofala, dans la région centrale du Mozambique, est exemple spécifique de l'impact positif du projet. Mme Inocência António Xerinda, l'une des assistantes juridiques formées, dit qu'avant la formation elle ne savait pas que les femmes avaient les mêmes droits que les hommes, partant du principe que les hommes sont des « être spéciaux » qui eux seuls ont des droits. Lorsque elle et ses dix collègues assistants juridiques de l'ONG 'AMUDEIA' sont retournés chez eux, ils ont tenu des sessions communautaires au niveau local pour informer les mères de leurs droits. Comme ils ont identifié un groupe de femmes en situation vulnérable qui risquaient de perdre leurs terres, ils leur ont immédiatement apporté du soutien, chaque assistant juridique prenant en charge trois femmes. Suite à leurs efforts, ces femmes ont officiellement reçu leurs propres titres de propriété. Ainsi que l'a dit la Conseillère Technique en Chef du projet, Marianna Bicchieri, le fait que « *des citoyens ordinaires de zones rurales du Mozambique aient réussi à accomplir ces démarches après avoir suivi la formation d'introduction à l'univers légal est très important.* » Cette réussite démontre l'impact que le projet a eu sur la vie des gens et, en particulier, celle des femmes des zones rurales.

Ce qui est significatif c'est que, les titres de propriété foncière en eux-mêmes, ce sont les formations juridiques qui ont réellement donné la possibilité aux femmes mozambicaines des zones rurales d'exercer et de défendre leurs droits par elles-mêmes.

Collaborateur: FAO
Pour plus d' information contactez: emer.groarke@fao.org

AGRICULTURE| Placer la houe dans un musée: Réduire la charge physique du travail des fermières grâce aux innovations technologiques, augmenter les rendements de volaille-bétail-pêche et augmenter les réponses aux changements climatiques, tout en réduisant le nombre d'affamés et de sous-alimentés en Afrique et dans le monde.

Autonomiser une communauté - En Éthiopie, plus de 1000 femmes ont rejoint des coopératives de femmes et sont devenus des partenaires commerciaux de PAM

Les membres de la cooperative ©PAM Ethiopie / S. Savariaud

ANJA CHEFA - "*Busha budete*," ces deux mots ne cessent de revenir alors que M. Yonal Lamiso parle durant une conversation au sein de la communauté à Anja Chefa, un village près d'Hawassa, dans le sud de l'Éthiopie. L'expression signifie « mauvaise culture » et elle réfère à ce que les femmes n'ont pas le droit de faire d'après les lois traditionnelles. La discrimination envers les femmes d'après les lois traditionnelles est répandue à travers de nombreux pays africains. Bien que les femmes soient impliquées dans plusieurs aspects de la production de nourriture, elles possèdent rarement des terres, en général à cause de contraintes enracinées dans la culture qui ne leur donnent pas le droit de posséder ou de gérer les terres ainsi que d'autres moyens de production. Cependant, il doit être mentionné que, d'après le FAO, les femmes pourraient augmenter les rendements agricoles de 20 à 30 pour cent si elles avaient le même accès aux ressources que les hommes, ce qui permettrait à des millions de personnes de sortir de la faim.

Admettant le problème, le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM) a mis l'accent sur les femmes dans son programme Achat pour le Progrès (P4P). Ce programme achète de grandes quantités de maïs à de petits exploitants via des syndicats coopératifs qui aident à transformer les moyens de subsistance. L'un de ces objectifs était d'inclure les coopératives de femmes dans l'aventure.

L'exclusion des femmes des moyens de production est aussi un problème commun en Éthiopie, où la reconnaissance en tant que fermier nécessite de posséder une terre et où les terres sont traditionnellement possédées et contrôlées par les hommes, qui les héritent de leurs pères. « *Lorsque PAM a lancé P4P, nous avons demandé à atteindre la parité, 50 pour cent hommes et 50 pour cent femmes, dans les organisations de fermiers globalement en contact avec P4P* », explique M. Mauricio Burtet, à la tête du P4P de PAM en Éthiopie. « *Mais la réalité [en Éthiopie] est très différente, car les membres des associations de fermiers sont surtout des hommes* », dit Maursico. « *Comme nous savions que la cible de 50 pour cent n'était pas atteignable, nous avons décidé d'opter pour la qualité plutôt que pour la quantité lorsqu'il a été question d'impliquer davantage de femmes*. » Dans l'objectif d'identifier les causes sous-jacentes au fait que les femmes ne représentent que 15 pour cent des membres des associations de fermiers et seulement 5 pour cent de leur leadership, le Programme Alimentaire Mondial a mené une enquête sur le genre en Éthiopie au sein du programme P4P. Il en est ressorti que les hommes et les femmes perçoivent les questions de terre et de moyens de subsistance assez différemment, et que les hommes pensent que les femmes manquent d'expérience, de capacité et de talent pour le commerce de grande quantités de cultures commerciales, en plus du fait qu'« *elles sont déjà trop occupées* ». Mme Nigist Melese, la femme de Yonal et l'une des participantes à l'initiative concernant les femmes du programme P4P, a expliqué pourquoi l'inclusion des femmes dans l'agriculture est un défi : « *Dans nos cultures, les femmes ne sont pas autorisées à apprendre ; les femmes sont préparées à être mariées* », a-t-elle dit. C'est pour cette raison que l'inclusion des femmes dans le programme P4P a été un défi depuis que le PAM a lancé l'initiative sur le genre de P4P il y a trois ans, bien que le programme commence à porter ses fruits en Éthiopie. L'un des points de départ adopté par P4P pour améliorer la participation des femmes a été le soutien aux gouvernements régionaux pour mettre en place des organisations de fermiers dirigées par des femmes pouvant alors bénéficier de l'opportunité du marché de P4P, duquel le PAM achète de la nourriture. Néanmoins, du point de vue des femmes, les bénéfices du fait de participer aux organisations de fermiers étaient minimes - d'autant plus que les autres membres étaient surtout des hommes -, et les femmes font souvent face à un cruel manque de temps, ce qui les empêche de participer à des activités rémunérées à côté de leurs autres responsabilités.

AGRICULTURE| Placer la houe dans un musée: Réduire la charge physique du travail des fermières grâce aux innovations technologiques, augmenter les rendements de volaille-bétail-pêche et augmenter les réponses aux changements climatiques, tout en réduisant le nombre d'affamés et de sous-alimentés en Afrique et dans le monde.

C'est pourquoi P4P Éthiopie et ses partenaires locaux ont mis en place des séries d'activités en vue de l'ouverture progressive de l'accès aux marchés agricoles aux femmes, de façon à ce que ces dernières deviennent plus impliquées dans les activités de P4P, en commençant par les femmes mariées aux fermiers à qui le PAM achetait de la nourriture. « *Avec les ONG Sasakawa et Women in Self-Employment (WISE), nous avons établi un système adapté à ces femmes, qui passent la majorité de leur temps à travailler à la maison* », explique Mme Elizabeth Mekonnen, Point Focal Genre pour le programme P4P en Éthiopie. L'étude sur le genre de 2010 a également montré que l'analphabétisme des femmes était l'un des obstacles principaux à la participation des femmes dans les coopératives, raison pour laquelle c'était l'une des premières activités à mettre en œuvre. « *Les formateurs forment des membres de la communauté qui sont déjà alphabètes et qui enseignent ensuite à leur tour comment lire et compter à des femmes, en travaillant chez elles et aux horaires qui leur conviennent*. » Une autre composante importante du programme réside dans les conversations avec les communautés, qui ont pour but d'aborder les inégalités de genre entre femmes et hommes et portent particulièrement attention aux comportements culturels et traditionnels. « Une femme n'est pas comptée parmi les enfants de la famille, elle est considérée comme un cadeau donné à son futur mari. Dès le départ, elle n'est pas traitée comme égale », dit Ruth Elias, durant une session de la conversation communautaire sous l'arbre devant l'école d'Anja Chefa. La conversation communautaire a commencé il y a deux ans, impliquant plus de 1000 hommes et femmes divisé en 16 groupes dans les régions Amhara, Oromiya et Southern Nations, Nationalities, and Peoples (SNNPR). Les hommes et les femmes ont été équitablement consultés durant la phase initiale de façon à avoir une bonne image de ce qui peut être acceptable pour tous. « Le simple fait que des femmes disent des choses en face de leur maris dans des réunions communes ou que des femmes se rassemblent et parlent de ces questions est déjà un grand changement », dit Aberash Tsehay de Sasakawa, qui s'occupe de l'organisation de la formation en alphabétisation et en compétences commerciales du programme.

L'un des points forts de l'initiative réside dans le fait que le dialogue communautaire n'a pas été précipité, qu'il a eu lieu tout au long de l'année, et qu'il a impliqué un grand nombre de membres de la communauté, dont des chefs traditionnels et des fermiers. Nigist dit qu'elle et son mari ont maintenant des discussions et un accord mutuel concernant les produits de leur ferme, quel type de marché mettre en place, et comment utiliser l'argent du foyer. Dans la seconde étape du programme, les femmes ont assisté à des formations de base en compétences commerciales et ont identifié l'activité à laquelle elles aimeraient participer. La majorité des femmes a choisi l'engraissement animal, qui peut être fait à la maison. Les femmes peuvent également obtenir des prêts via le programme, ce qui leur permet de débuter un commerce sur le champ. Cela a été le cas de Nigist, qui a reçu un prêt de 6000 birr éthiopiens (ETB) via le programme, soit environ 300$ américains, ce qui lui a donné la possibilité de débuter un petit commerce d'engraissement de bœufs. Quand elle a vendu son premier bœuf, elle a fait un bénéfice de 1 5000 ETB (environ 75$ américains) et a réussi à rembourser son emprunt à l'heure. Son mari, Yonal, reconnaît les bénéfices de ce type de programme pour la ferme et leurs six enfants : « notre situation financière s'améliore et nous commerçons de façon équitable », dit-il. Des entretiens avec une douzaine de femmes durant les conversations communautaires démontrent que le système de prêt et de formation commerciale marche très bien. Mme Alemitu Yohannes, qui fait pousser des haricots rouges et du maïs avec son mari, a expliqué comment le prêt lui a permis d'acheter des fertilisants qui ont amélioré la qualité des graines et leur ont permis de doubler leur production. Grâce au programme, plus de 1000 femmes ont déjà rejoint quatre coopératives de femmes récemment ouvertes, qui ont produit 110 tonnes métriques de maïs et 18 tonnes métriques de haricots à PAM. Si les conditions météorologiques le permettent, les fermières sont certaines qu'elles peuvent encore augmenter la production. Et avec des revenus supplémentaires et la formation en alphabétisation appropriée, les femmes ont investi dans la location de terre, l'achat de bœufs et d'autres denrées agricoles pour s'assurer de la progression de la production dans le futur. Les bénéfices de l'initiative sur le genre vont au-delà de la simple augmentation de la productivité en ce qui concerne l'autonomisation d'une communauté.

Collaborateur: Programme Alimentaire Mondial
Pour plus d' information contactez: stephanie.savariaud@wfp.org

AUTONIMISATION ECONOMIQUE| Une banque pour les femmes africaines: Libérer le dynamisme des femmes africaines en promouvant l'entrepreneuriat, la gouvernance, la propriété et le contrôle des biens par les femmes - cela inclut le contrôle des terres, et des organisations de femmes parallèlement à un accès plus important aux ressources financières dans les zones rurales et urbaines.

Mise en Commun des Moyens des Femmes pour une Emancipation Economique à la Base au Kenya

Au Kenya, des milliers de femmes ont quitté l'école après l'école primaire et se battent pour trouver un emploi rémunéré. Ouvrir son propre commerce est alors l'une des stratégies communes employées pour obtenir un revenu. Les femmes sont cependant confrontées à plusieurs difficultés, dans la mesure où elles n'ont que très peu de connaissances en gestion de commence. C'est pour cette raison que les commerces et entreprises des femmes font souvent faillite, laissant les femmes dans une situation encore plus difficile que précédemment, étant donné qu'elles ont utilisé leurs économies et se retrouvent une fois encore sans source sécurisée de revenu. Admettant ce problème de fond, une initiative de bas en haut a vu le jour à Nairobi, où de nombreuses femmes rencontrant ces difficultés sont basées.

Le soutien aux femmes en quête d'autonomie économique à travers des start-ups vient de Compassion CBO, une organisation à but non lucratif au niveau communautaire localisée à Gothogoro, en périphérie de Nairobi. L'objectif principal de l'organisation est celui de soutenir les femmes entrepreneures, grâce à des formations et à l'amélioration de leurs réseaux, de façon à ce que leurs projets commerciaux réussissent. Parmi de différentes stratégies adoptées, on peut signaler des méthodes innovantes pour transposer à grande échelle les initiatives qui ont été reconnues comme meilleures pratiques ainsi que la notion de partenariat. Un exemple de ce type est le partenariat réalisé avec un groupe d'étudiants du Master of Business Administration (MBA) de la Kelly School of Business de l'Université d'Indiana. Compassion CBO a été sélectionnée par l'organisation internationale partenaire Safe World for Women, ensemble avec un groupe d'étudiants du MBA, pour un projet pilote visant à développer et adapter un programme de formation commerciale adressant les besoins des femmes locales. Cette première phase pilote a donné de très bon résultats et le programme de formation a été développé et agrandi à Githogoro, et dans d'autres zones telles que Tinganga et Ndumberi, localisées dans les alentours Nairobi, ainsi qu'à Limuru. Ces formations et cours offrent soutien et conseils aux femmes concernant la façon dont elles peuvent lancer et agrandir leur propre entreprise. Suite aux formations, les participantes ont démontré des capacités décuplées en termes de prise de décision informée sur la façon d'obtenir de meilleurs revenus pour leurs enfants et pour elles-mêmes. Grâce à cela, 120 personnes provenant de 10 groupes locaux différents ont déjà été formées via des sessions de discussion interactives menées par Compassion CBO. Durant les formations, Compassion CBO propose une aide dans des compétences facilement applicables aux domaines innovants, plutôt que de répliquer des entreprises déjà existantes qui pourraient souffrir de concurrence paralysante. C'est pour cette raison que les participantes sont encouragées à exploiter les lacunes du marché existant pour s'assurer d'une concurrence minimale. Ceci est complété par une formation manuelle dans des domaines tels que la cuisine, l'art, l'artisanat et la production de détergent, pour s'assurer que les participantes aient les propriétés et l'autonomie nécessaires au lancement d'un commerce de leur choix avec les connaissances et l'expertise requises. Compassion CBO reconnaît également le double rôle des femmes qui assument des responsabilités familiale parallèlement à la recherche de sources durables de revenu. Dans cette perspective, Compassion CBO encourage les femmes de Githorgo à travailler ensemble au sein de groupes coopératifs. De cette manière, elles peuvent faire des économies tout en partageant des responsabilités traditionnelles telles que s'occuper des enfants, s'assurant ainsi que tout le monde bénéficie de la mise en commun. De plus, il semble que les femmes possédant des intérêts variés puissent partager des idées et des compétences et avoir l'opportunité de mettre en place des partenariats efficaces. En capitalisant sur le rôle important de ces femmes dans leur communauté, les sessions de formation servent également à discuter et à partager des conseils sur des questions sociales telles que les MGF, la santé, la corruption et les violences domestiques, dans un environnement sécurisé. De façon à faciliter l'établissement de coopératives et de partenariats, Compassion CBO suit les progrès faits en termes d'indépendance financière et met en contact des groupes et individus qui sont susceptibles de s'entraider en partageant des compétences. L'un des objectifs principaux du programme est d'émanciper les femmes en leur permettant de choisir par elles-mêmes le chemin qu'elles souhaitent suivre pour la mise en place de leur commerce. Ceci sert à ce que les femmes se sentent autonomes et indépendantes, ce qui a à son tour pour effet de renforcer les attitudes positives et la confiance en soi. Tout cela a des répercussions importantes au niveau plus large des communautés. Les sessions ne nécessitent qu'un manuel de formation et un animateur de groupe, ce qui rend le projet facile à répliquer. Plusieurs groupes et individus ont déjà commencé à partager les compétences commerciales qu'ils ont acquis avec leurs amis, les membres de leur famille et les membres de leur communauté. L'effet de ricochet de l'initiative est déjà visible et ses répercussions se poursuivent.

Collaborateur: Compassion CBO
Pour plus d' information contactez: linnetgriffithjones@gmail.com

AUTONIMISATION ECONOMIQUE| Une banque pour les femmes africaines: Libérer le dynamisme des femmes africaines en promouvant l'entrepreneuriat, la gouvernance, la propriété et le contrôle des biens par les femmes - cela inclut le contrôle des terres, et des organisations de femmes parallèlement à un accès plus important aux ressources financières dans les zones rurales et urbaines.

Améliorer des Vies - Des femmes africaines formées en tant qu'ingénieures solaires "pieds-nus"

Stella, une grand-mère analphabète originaire d'un petit village du Malawi, trouvait difficile d'imaginer ce à quoi s'attendre lorsqu'elle est arrivée au Barefoot College en Inde pour suivre une formation. Six mois plus tard, elle en sort en tant que l'une des 25 ingénieures solaires africaines formées, prête à installer l'électricité dans son village pour la première fois. « Je n'aurais jamais pensé que des connaissances techniques de ce type soient à la portée de femmes qui étaient analphabètes comme nous », explique-t-elle à la fin de la formation. « Venir à Tilonia nous a donné confiance en le fait que nous sommes capables d'apprendre de nouvelles choses et d'améliorer nos vies. » En collaborant avec le Barefoot College d'Inde et des ONG partenaires, ONU Femmes soutient un programme pour autonomiser les femmes africaines (en particulier celles vivant dans des zones rurales) en les aidant à commencer à gérer leur propre économie verte locale. L'objectif global de ce programme est d'autonomiser ces femmes, qui pour la plupart ont travaillé dur dans le domaine agricole pour la majorité de leur vie, de façon à ce qu'elles développent des compétences plus appropriées à leur âge, tout en leur donnant une position respectable au sein de leur communauté. Le programme enseigne les compétences d'ingénieur à des femmes analphabètes issues de communautés rurales -un groupe particulièrement vulnérable- avant de les équiper de kits de lampes solaires qu'elles assembleront et installeront dans leur village ainsi que dans les villages voisins.

Pour la première session de formation du programme, qui a duré six mois, les femmes ont voyagé de plusieurs pays d'Afrique, tels que l'Ouganda, le Liberia et le Sud Soudan, pour venir y assister. Les participantes avaient été sélectionnées ou nominées par leur communauté respective, et soutenues par de diverses organisations locales et internationales voire, dans certains cas, leur gouvernement. Bawor Mamma, par exemple, a passé sept ans à se remettre des effets persistants de la guerre civile et des perturbations économiques au Libéria. A 53 ans, elle préfère assembler des lanternes solaires à l'effort physique que nécessite l'agriculture. « Je ne suis pas une simple fermière comme les autres », dit-elle avec une fierté notable. « Maintenant je suis une ingénieure solaire, et je veux apporter l'électricité à mon villages et aux villages voisins. » « Ce que Barefoot College a démontré avec efficacité, c'est que la combinaison de connaissances traditionnelles (pieds-nus) et de compétences modernes démystifiées peut avoir un impact sur le long terme et mener à des changements fondamentaux quand les outils sont contrôlés et possédés par des habitants pauvres des zones rurales », dit Dr. Bunker Roy, le directeur de Barefoot College. Au-delà de l'aspect clef du programme qu'est l'autonomisation, les femmes soutiennent également une forme d'utilisation de l'énergie plus verte. Beaucoup vivent dans des villages sans électricité et la consommation de kérosène est élevée. Le kérosène n'est pourtant pas une ressource durable, bon-marché ou même bonne pour la santé. Barefoot College estime que l'initiative économise à présent environ 160 000 litres de kérosène par mois à travers l'Amérique du Sud, l'Afrique et l'Asie. Pour s'assurer de la durabilité du projet, on apprend également aux nouvelles ingénieures solaires à former les autres villageois à la maintenance des lampes. Elles sont aussi encouragées à mettre en place des boutiques de réparation électronique, qui leur génèreront un salaire régulier. « Au début, de nombreuses femmes rencontrent des difficultés dans la mesure où il s'agit de la première fois qu'elles laissent leurs enfants au village », dit Leela Devi, une enseignante au département d'ingénierie solaire. « Mais nous sommes leurs sœurs et nous leur rappelons constamment quels sont les avantages d'être ici et d'étudier l'ingénierie solaire. » Les formatrices, qui parlent le plus souvent hindi, doivent aller au -delà des barrières linguistiques et culturelles en utilisant des gestes et des signes. Le désir d'améliorer leur vie et d'émanciper les femmes qu'elles sont ont néanmoins prouvé être de forts liens qui les unissent. En seulement six mois de formation au College, les étudiantes ont montré qu'elles sont capables de transcender des barrières considérables et de devenir des ingénieures solaires autosuffisantes et des modèles pour beaucoup d'autres.

Collaborateur: ONU Femmes
Pour plus d' information contactez: asa.torkelsson@unwomen.org

Message de la Directice du Genre par Intérim de la Commission de l'Union Africaine Mme Leila Ben-Ali

2015 Year of Women's Empowerment and Development towards Africa's Agenda 2063

Mme Leila Ben-Ali, Directice du Genre par Intérim de la Commission de l'Union Africaine
© CUA

Cinq mois après que Addis Abeba ait accueilli le 24ème Sommet Ordinaire des Chefs d'État et de Gouvernement, qui a lancé l'« Année de l'émancipation des femmes et du développement versl'agenda 2063 de l'Afrique », il est de rigueur de partager avec nos lecteurs les directives qui en ont découlé, dans la mesure où les actions individuelles ne suffisent pas à promouvoir l'émancipation des femmes.

Dans cette optique, l'Union Africaine s'est engagée, en collaboration avec ses partenaires, à établir un processus de concertation avec les parties prenantes à propos de thématiques prioritaires. Celles-ci incluent, entre autres, l'intégration financière des femmes au sein du secteur agro-industriel, l'éducation, les sciences et des technologies, la paix et la sécurité, la santé, ainsi que la gouvernance et la prise de décision des femmes au niveau politique. La détermination dont les parties prenantes ont fait preuve en ce qui concerne la prise de mesures en faveur d'un intérêt renouvelé pour l'application des droits des femmes africaines a permis d'identifier ces priorités.

Cela est, en effet, la raison même pour laquelle les ministres chargés du genre et de la condition de la femme ont décidé, en marge de la 59ème Session de la Commission sur la Condition de la Femme (CSW), tenue en mars 2015 à New York, de financer des projets ayant rapport au thème de la Décennie des Femmes Africaines « Éducation, Science et Technologie », dans le cadre de la mise en œuvre d'activités du Fond pour les Femmes Africaines.

En avril 2015, la Direction Femmes, Genre et Développement de l'UA (WGDD) et ses partenaires ont participé à l'organisation du 10ème Congrès Africain des Femmes Entrepreneures au Caire. À ce moment, l'objectif a été de s'assurer que les entrepreneures participent au processus consultatif sur la mise en œuvre de la thématique prioritaire Intégration Financière des Femmes. Il s'est également agi de s'assurer que ces entrepreneures prennent part à la motivation de jeunes femmes souhaitant accéder aux marchés internationaux, de façon à promouvoir les produits des entrepreneurs femmes. De plus, WGDD est actuellement en train de mettre au point les préparatifs du 2ème Panel de Haut Niveau sur l'Égalité des Genres et l'Émancipation des Femmes, qui aura lieu en marge du 25èmeSommet Ordinaire des Chefs d'État et de Gouvernement à Johannesburg en juin 2015, de façon à compléter le processus de concertation sur la thématique Intégration Financière des Femmes. Le panel a pour but d'établir un dialogue entre membres académiques et chercheurs d'une part, et ministres et politiques d'autre part, de façon à mettre en place des échanges concernant les récentes découvertes dans ce domaine. Il se donne également pour objectif de développer un plan d'action pour l'émancipation des femmes et la mise en œuvre du thème annuel.

Le fait de mettre tout cela en lumière réaffirme de façon indisputable que l'émancipation des femmes est un droit de l'Homme fondamental, qui se trouve être indispensable à la réalisation de la mission et des objectifs de développement de l'Union Africaine.

Message de la Représentante de Liaison de l'ONU Femmes à l'Union Africaine Mme Letty Chiwara

Réjouissons-nous ! 2015 est plus que jamais notre année de célébration de la Femme Africaine, dans la mesure où l'Union Africaine a dédié 2015 à l'« Année de l'émancipation des femmes et du développement vers l'agenda 2063 ».

Mme Letty Chiwara, Représentante du Buereau de Liaison de l'ONU Femmes à l'Union africaine © ONU Femmes Ethiopie

2015 est une année capitale pour que chacun d'entre nous prenne du recul et célèbre les progrès effectués par les États Membres depuis l'adoption du Programme d'action de Beijing il y a 20 ans, des Objectifs du millénaire pour le développement il y a 15 ans, ainsi que de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies il y a 15 ans.C'est l'année durant laquelle nous pouvons fièrement poser un regard sur 20 ans de progrès dans divers domaines liés à l'émancipation des femmes et à l'égalité des genres, et intégrer au développement des Objectifs de développement durable nos connaissances et les leçons apprises.

2015 marque également la première année de la mise en œuvre du plan d'action de l'Agenda 2063, durant lequel nous devons chérir les actions mises en place à travers le continent et reconnaître le rôle central que les femmes jouent dans la transformation et le développement de l'Afrique.

Dans cette édition du bulletin d'information Walking the Talk, nous mettons en lumière ces histoires à succès où les engagements liés à l'égalité entre les genres ont été traduits du papier à la réalité. Nous rapportons des histoires provenant du Sénégal au Malawi, des histoires de grand-mères formées à l'ingénierie solaire, de partage de l'histoire des héroïnes de notre continent avec notre jeunesse via les TICs, et de femmes au centre de la mise en œuvre de la RCSNU 1325.

Je vous invite tous à apprécier ces exemples de changement inspirants et à visualiser l'Afrique de dans 20 ans.

Une Afrique où les filles ne vont pas être mariées mais elles peuvent aller à l'école pour pouvoir atteindre leur propre plein potentiel.
Une Afrique en paix, où les femmes sont au cœur de la prévention des conflits, de la négociation et du peace building.
Une Afrique où les femmes peuvent se développer et prospérer dans un secteur agricole innovant et moderne apte à assurer une alimentation suffisante pour tout le monde.
Une Afrique où les femmes peuvent fournir et recevoir les opportunités et les atouts nécessaires pour garantir leur autonomisation économique.

En cette année, 2015, nous sommes en train d'ouvrir la voie à une Afrique prospère et en paix, ou' le terme « inégalité de genre » sera employé seulement dans les cours d'histoire pour décrire le temps d'autrefois.

Ceci est une publication conjointe de la Commission de l'Union Africaine Direction Femmes, Genre et Développement et le Bureau de Liaison de l'ONU Femmes à l'Union Africaine et la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique

Commentaires:

M. Adoumtar Noubatour
AdoumtarN@africa-union.org
(+251) 11 551 77 00

Mme Monika Bihlmaier
monika.bihlmaier@unwomen.org
(+251) 941 615 108